

Jacques
Julliard
Le malheur
français

Flammarion

Le Malheur français

Jacques JULLIARD

Le Malheur français

Café Voltaire

Flammarion

Extrait de la publication

© Éditions Flammarion, 2005.
ISBN : 2-08-068956-8

*La démocratie française
n'est pas fatiguée de mouvement,
elle est fatiguée d'immobilité.*

Jean Jaurès

I

UN PRINTEMPS POURRI

C'est le 6 juillet 2005, sur le coup de onze heures, que les Français, d'abord éberlués et très vite effondrés, apprirent de la bouche de Jacques Rogge, président du Comité international olympique, qu'ils n'étaient pas aimés. Ou plutôt qu'ils ne l'étaient plus. Et, surtout, qu'ils ne savaient plus séduire. Pour la troisième fois en vingt ans, le CIO retoquait la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques. Un coup pourtant immanquable, appuyé sur un dossier réputé parfait, avec lequel n'importe quelle ville au monde eût décroché les Jeux. Mais pas Paris ! Les Français eurent l'impression d'une profonde injustice, presque d'un complot. La dernière fois, il paraît qu'on avait voulu sanctionner notre arrogance. Cette fois-ci, on nous aurait fait payer notre modestie. Pour s'être insurgé, Bertrand Delanoë, le maire de Paris, pourtant mauvais perdant, s'envola dans les sondages.

À l'ampleur du traumatisme, on put mesurer la fragilité psychologique de la victime. Une France

mal aimée. Une France malaisée, comme on dit dans mon pays, pour désigner les gens qui se sentent mal dans leur peau. Il était loin le temps où les petits Français apprenaient à l'école que tout homme a deux patries : la sienne et la France ; où Joséphine Baker chantait ses deux amours : son pays et Paris ! Entre-temps, le monde était devenu anglo-saxon. Et nos amis anglo-saxons ont toujours deux types d'adversaires : les leurs propres et Paris ! Depuis George W. Bush, ils ne s'en cachent guère. Ce n'est pas nouveau, mais nous en souffrons davantage. Pour comble de disgrâce, c'est Londres qui décrochait la timbale. Ce fut une grande journée d'humiliation nationale et il fallut, le lendemain, les horribles attentats de Londres pour que l'on se souvienne enfin, des deux côtés de la Manche, que les Jeux ne sont tout de même qu'un jeu ; que la vraie vie est ailleurs, et le vrai malheur aussi.

Laissons là le grand Barnum olympique, devenu le conservatoire bigarré de toutes les hypocrisies de la planète. La seule réplique à sa déconvenue, pour le pays de d'Artagnan, serait de faire à Londres dans sept ans, une telle razzia de médailles qu'elle fasse rentrer dans la gorge les ricanements de nos détracteurs, qui ne sont pas tous anglo-saxons.

Car la vérité va bien au-delà d'une blessure d'amour-propre, telle qu'on en reçoit de ses meilleurs amis. La vérité est que, dans ce pays fait pour la joie de vivre et l'art d'être heureux, le malheur s'est glissé tout doucement dans le logis. Oh ! Pas le malheur véritable, si l'on veut bien se rappeler qu'en Afrique des millions d'enfants naissent avec le sida, que Bagdad est chaque jour sous les

bombes, que des journalistes du monde entier sont sous les verrous et qu'une partie de nos contemporains ne mange pas à sa faim.

Frêle bonheur

Tant pis, je maintiens le mot. Le seul malheur, c'est celui que l'on ressent, à tort ou à raison. Il y a bel et bien – c'est cela qui est nouveau – un malheur d'être français, comme il y eut pendant si longtemps un vrai bonheur de l'être, au point que Dieu lui-même, à ce que l'on disait, n'avait pas d'autre idée de la félicité que de s'y installer à demeure. France, qu'as-tu fait de ton bonheur de vivre ?

Je ne crois guère aux raisons des sociologues compassionnels, qui nous expliquent à longueur de colonnes et de tableaux pourquoi nous broyons du noir : les souffrances des chômeurs, les angoisses des salariés, les humiliations des immigrés et la précarité des intermittents du spectacle. Je n'ai garde de les oublier. Rappellerai-je pourtant que la France du passé, celle dont le nom rimait avec joie de vivre, connaissait des souffrances – on n'a pas craint de parler de « sous-France » – infiniment plus cruelles ? La malnutrition, la tuberculose, les taudis où l'on dormait, les journées de travail interminables, les femmes qui mouraient en couches et les nourrissons au berceau, les filles humiliées, les politiciens véreux, les journaux achetés par l'étranger, cela s'appelait la Belle Époque. Que l'on cite une autre période où les Français, les Français en masse ont mieux vécu qu'aujourd'hui. Certes, on ne donnait guère la parole aux mal-lotés, mais

l'eût-on fait qu'aucun d'eux n'eût alors parlé du malheur d'être français. L'éclat de la France distrayait de la difficulté d'y vivre. La prospérité collective consolait de la lésine individuelle.

Mystification ? Autopersuasion ? Peut-être. Sans doute. Mais que pèse, quand il s'agit d'états aussi subjectifs que le bonheur ou le malheur, une analyse, si décapante soit-elle, contre la force de persuasion du vécu ? Les sentiments ne se démontrent pas ; ils s'éprouvent. Et les progrès dans nos conditions matérielles d'existence n'empêcheront pas un nombre croissant de Français de se sentir incompris, frustrés, menacés et, pour le dire en un mot, malheureux. Ce n'est pas avec un peuple aussi mécontent de son sort que l'on fait les soldats de l'an II, les hussards noirs de la République ou les poilus de 14-18. Aucun de ceux-là ne vivait dans l'abondance, ni dans la sécurité du lendemain. Les soldats de l'an II n'en étaient pas moins convaincus qu'en combattant pour la patrie ils allaient apporter la liberté à l'Europe entière. Les instituteurs de Jules Ferry étaient persuadés que l'éducation des Français concourait au progrès du monde ; les poilus de 1914 ne doutaient pas que la guerre qu'ils menaient fût celle du droit et de la civilisation.

Je ne suis pas assez naïf ni assez démuné de sens historique pour imaginer que les héros du passé vivaient dans l'exultation permanente et les grands sentiments. Les poilus piétinaient dans la boue et les instituteurs dans la grisaille du quotidien. Aussi bien les raisons de vivre affleurent-elles rarement à la surface de la conscience ; et l'inconscient collectif est encore plus mystérieux que l'inconscient individuel.

Notre inconscient collectif est aujourd'hui si différent de celui du passé qu'il y a, je le sens bien, une forme d'inconvenance à évoquer ce dernier. Et même d'obscénité. Depuis que le sens de l'obscène s'est déplacé du sexe vers la mort et vers les sentiments moraux, il est devenu presque impossible de parler des hommes du passé comme de nos ancêtres ; entre eux et nous est tombé le rideau de Nylon de la modernité qui abolit toute participation de l'individu à la conscience nationale. Sauf dans le sport ; d'où l'importance symbolique considérable, envahissante, aux franges du ridicule, que nous accordons tous à un match de football, même quand nous ne savons pas distinguer un penalty d'un corner. Ce patriotisme sportif n'est d'ailleurs pas très bon signe : il nous rapproche des pays sous-développés et nous éloigne des plus modernes. La passion de l'exploit national est plus forte au Brésil qu'aux États-Unis. Ayrton Senna a été gratifié d'une grande autoroute à São Paulo ; mais non Mohamed Ali ni Carl Lewis à Los Angeles.

La pantalonnade de Pentecôte

Considérons maintenant le printemps pourri que nous venons de vivre en 2005. Il va du fiasco du lundi de Pentecôte au profit des vieux jusqu'à la douche froide des Jeux olympiques en passant par l'événement central que fut le non d'une majorité de Français à une Constitution européenne voulue et élaborée par la France. Événement purement intérieur en somme, qui vit le peuple désavouer de façon cinglante l'ensemble de ses élites. On trouve dans ce psychodrame national la plupart des figures

de ce que j'appelle le malheur français : l'individualisme, le découragement et, pour finir, le renoncement. L'affaire du lundi de Pentecôte fut un signe avant-coureur qui me glaça les sangs.

À qui voudra demain tenter de comprendre ce moment historique où la France a paru renoncer à son destin ; analyser ce mouvement intérieur par lequel le naufragé finit par lâcher la planche à laquelle depuis des heures il s'accrochait, l'affaire de la canicule offrira un cas d'école idéal. La surmortalité des personnes âgées (environ 15 000) durant l'été 2003 est un fait démontré ; les causes d'un tel phénomène sont plus douteuses. J'ai interrogé des habitants des zones tropicales où les températures de l'été oscillent régulièrement entre 30 et 40 °C : ils ne connaissent rien de semblable. Chez nos voisins des régions tempérées, même constat : l'hécatombe de l'été 2003 reste une exception française. Il n'y a pourtant ni salles climatisées ni brumisateurs à Saint-Domingue, à Bombay ou au Burkina Faso ; pas non plus de décès en masse des vieilles personnes.

Tout invitait donc à s'interroger, au risque de réponses douloureuses. Après un moment de stupeur et d'hésitation, c'est pourtant la vieille balance nationale, parfait alibi de toutes nos lâchetés, qui se remet en marche. Mais oui, bien sûr, c'était la faute au gouvernement ! Tandis que nos dignes ancêtres agonisaient dans des maisons de repos surchauffées, Raffarin et ses ministres se prélassaient sur les plages ! Fussent-ils demeurés à Matignon et dans leurs ministères que tout fût rentré dans l'ordre ; le gouvernement à Paris, c'est le ventilateur national en place : quelle bouffée de fraîcheur pour

nos anciens ! Chacun sait que chez nous le gouvernement est la forme laïcisée de la Providence ; or, cette année-là, la Providence était en vacances et les dieux étaient tombés sur la tête.

Ces explications magiques, dignes de tribus primitives, parfois authentifiées par des scientifiques eux-mêmes, présentaient le double avantage d'éviter de s'interroger sur le statut des vieux dans les sociétés dites avancées et sur notre comportement, à nous les Français, devant la situation qui leur est faite.

On ne dira rien de la barbare tripartition fonctionnelle que le productivisme capitaliste impose au corps social tout entier : les jeunes à l'école, les adultes à l'usine ou au bureau, les vieillards à la casse ! Dans les sociétés préindustrielles, on ne parque pas les vieux dans les mouiroirs, on ne les abandonne pas l'été dans la solitude d'une soupenne surchauffée. La famille reste un système à trois générations : grands-parents, parents, enfants. Le logement moderne a interdit cela. La famille à deux générations, bouillon de culture de l'incommunication et de l'égoïsme moderne, s'est généralisée. Les vieux n'y ont plus leur place. À cette barbarie systémique la France ajoute son culte effréné des vacances et des résidences secondaires, véritable Moloch souriant qui dévore les plus faibles, à commencer par les vieillards. Dès le mois de juin, la grande question qui agite les repas de famille est de savoir que faire des animaux domestiques et des vieux pendant l'été. On en a vu abandonnés sur les aires d'autoroute : je ne parle pas ici seulement des chiens et des chats.

Tout porte à croire que lorsqu'il fait chaud ce n'est pas seulement de chaleur que l'on meurt, c'est de solitude, c'est d'abandon. Mais il fut vite entendu que la question ne serait pas posée. L'histoire, pourtant, ne s'arrête pas là. Le scandale des 15 000 morts supplémentaires ou prématurés fut tel qu'il fallait faire quelque chose. À défaut de réformer les mœurs, on décida donc de moderniser les asiles. Pour cela, il fallait de l'argent. Quelqu'un eut l'idée d'une journée de solidarité, à l'exemple de ce qui se pratique dans d'autres pays. Une loi fut alors votée sans grands débats par le Parlement.

Mais quand il s'agit de fixer le jour où s'exercerait cette solidarité avec les plus âgés, la mêlée fut générale. Les incertitudes et les contradictions du gouvernement firent le reste. La sacralité se déplaça. Désormais, il n'était plus du tout question des vieillards, mais bien de la conservation des avantages acquis. Ce n'est pas l'Église, comme on eût pu s'y attendre, qui se chargea de défendre le lundi de Pentecôte, ce fut la CGT et le parti communiste, ce fut Force ouvrière. On fit Fort Chabrol autour de cet étrange lendemain de fête que la France est seule à honorer ; les offices de tourisme s'en mêlèrent ; les drapeaux de la Commune de Paris et les grandes heures du mouvement ouvrier couvrirent de leur héroïsme passé cette pantalonnade corporative.

Quand vint le jour fatidique, ce lundi de solidarité nationale qui devait rapporter des milliards pour nos têtes blanches, la France du travail se mit en grève, à commencer par les fonctionnaires, rappelant opportunément que leur travail ne produit pas de plus-value, et que de toute façon leur

contribution à l'effort commun était nécessairement nulle. Ce blanc-manteau de grèves qui recouvrit soudain la France post-pentecôtiste donna la mesure de ce qu'était devenu le lien national en ce début de XXI^e siècle.

Bien entendu, personne ne refusait ouvertement l'effort de solidarité demandé. Mais chacun regardait dans le porte-monnaie du voisin. Et, de fait, le gouvernement Raffarin n'avait pas cru utile d'inviter les plus aisés à payer leur écot. Ni les patrons, ni les professions libérales, ni les commerçants, ni les artisans n'étaient concernés par la mesure. Inadmissible exception. La conclusion, c'est que chacun était d'accord pour une aide aux anciens, mais « autrement ».

« Autrement ! » est devenu aujourd'hui le mot de passe de toutes les dérobades, de toutes les impostures. Personne n'est hostile à l'idée de construire l'Europe, mais autrement. Personne n'est hostile à la répression des chauffards, mais autrement. En un mot, personne n'entend se soustraire à ses devoirs de citoyens, mais autrement. À l'ère du moralisme sans obligation ni sanction, « autrement » est la forme enfin trouvée de l'égoïsme individuel ; c'est la version moderne du rasage gratis du lendemain, qui concilie le socialement correct avec la somme de nos petits arrangements individuels. Il dispense de tout engagement, exonère de toute culpabilité. *Ecce qui tollit peccata mundi.*

On n'avait encore rien vu. Moins de quinze jours après ce mémorable lundi de Pentecôte eut lieu le référendum du 29 mai 2005 qui a quelque chance de passer à la postérité comme le jour où la France divergea. Où elle se détourna d'un dessein qui avait

pourtant fédéré en une ambition commune des hommes aussi différents que Jean Monnet et Robert Schuman, Charles de Gaulle et Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac. Ce fut un moment – je parle ici de la campagne référendaire – d'intense activité démocratique ainsi que d'escamotage de la question posée au profit de celles qu'on aurait voulu voir à sa place. En ignorant les résultats négatifs des trois précédentes consultations électorales, qui avaient vu la gauche triompher, Jacques Chirac avait cueilli les verges pour se faire battre.

L'Europe en otage

Un mauvais choix de la date, un mauvais *timing* comme on dit, fit le reste. C'était une folle imprudence que de laisser s'écouler près d'un an entre l'annonce du référendum et le jour du scrutin. La question européenne devint ainsi le déversoir de toutes les frustrations et de toutes les colères. Quand il annonçait une consultation référendaire, de Gaulle avait l'habitude de brusquer les choses. Eût-il agi ainsi que Chirac eût probablement gagné son pari. Eût-il, en outre, changé son Premier ministre avant le scrutin et non après, qu'il eût, à coup sûr, bénéficié de l'expectative bienveillante d'une partie des électeurs. Choissant mal son moment, à la différence d'un François Mitterrand passé maître dans le maniement de la chronologie, le président de la République se condamnait à l'équation : Chirac + Europe = non.

Mais le grand refus de l'Europe, après le petit refus de la Pentecôte, plongeait ses racines plus en

profondeur. Depuis des mois, des années même, les Français s'étaient accoutumés à repousser systématiquement toute espèce de réforme. Les salariés refusaient celle des retraites, les Corses le projet Sarkozy, les lycéens la loi Fillon, les avocats la loi Perben, les médecins la loi Douste-Blazy, les syndicats la réforme du Code du travail. Il eût été étonnant dans ces conditions que les Français acceptent un projet de Constitution nouvelle pour l'Europe. Longtemps, l'esprit révolutionnaire s'était identifié à la novation (*res novae*, comme disaient les Latins) ; désormais, il s'apparentait à la résistance au changement. On tâchera plus loin de comprendre pourquoi. Qu'il nous suffise, pour le moment, de noter que, depuis 1989, à l'occasion du deuxième centenaire de la Révolution française et de la chute du mur de Berlin, le monde penchait à droite. La gauche ne se reconnaissait plus dans ce cours nouveau, tandis que la droite se refusait à toute limitation de ses avantages. L'immobilité constituait le seul point d'accord de toutes les classes sociales ; l'espace public devenait totalement négatif. « Ô Temps, suspends ton vol ! » : c'est le vœu de tous les amoureux, mais aussi de tous les réactionnaires. Désormais, le désir d'arrêter le temps servait aux Français de lien social.

L'état d'esprit des partisans du non se pouvait résumer dans les quatre propositions suivantes.

- À bas le monde extérieur !
- À bas l'abolition du statu quo !
- À bas tout ce qui est en haut !
- À bas le gouvernement, vive l'État !

Dénégation du monde extérieur, immobilisme,

populisme anti-élites, anarcho-étatisme : tout cela sur fond de hargne et de mauvaise humeur.

La campagne référendaire du printemps, dont l'affaire du lundi de Pentecôte n'était en réalité qu'une péripétie, atteignit d'emblée un niveau de violence inconnu en France depuis longtemps. Grâce au courrier électronique et aux blogs, la participation populaire fut vigoureuse et spontanée. Nombre de citoyens de toutes origines et de toutes classes, qui n'avaient jusqu'alors accordé qu'une attention distraite aux affaires européennes, comme en témoignent les scrutins précédents, se jetèrent sur le texte de la Constitution, le flairèrent sous toutes ses faces, puis le décortiquèrent avec ardeur. Chacun jetait son dévolu sur un article, un membre de phrase, parfois un adjectif, qui était censé suffire, à lui seul, pour démontrer la nocivité de l'ensemble ou pour révéler les intentions cachées d'une diabolique camarilla européenne.

On se persuadait que les auteurs du projet, toutes tendances confondues, et animés du même esprit de domination et de tromperie, s'étaient entendus pour semer le texte de chausse-trapes et de détours qui leur eussent permis, du jour au lendemain, de gouverner l'Europe à leur guise, contre le gré des peuples. Ce n'était plus à un document juridique destiné à donner à l'Union des institutions plus efficaces que l'on avait à faire, mais à un texte crypté, digne du *Da Vinci Code*, destiné à livrer la démocratie européenne à un complot synarchique d'un genre nouveau.

Car c'est bien entendu chez les opposants que l'ardeur et l'imagination furent à leur comble. Les souverainistes voyaient dans le texte une atteinte

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------------------------|-----|
| I. UN PRINTEMPS POURRI | 9 |
| II. LA FRANCE ET LE MONDE MODERNE : | |
| HISTOIRE D'UN DIVORCE | 39 |
| III. LE SPECTRE DU DÉCLIN | 69 |
| IV. QUE FAIRE ? | 103 |

N° d'édition : FF 895601
Dépôt légal : octobre 2005